

Tomjo

**La betterave
la gauche
le peuple
*et nous***

Sur la question du sucre à Escaudœuvres

Chez Renart
14 rue Daubenton
59 100 Roubaix
chez.renart@tuta.io

Le 12 janvier 2023, la coopérative sucrière Tereos est condamnée à une amende record d'un demi-million d'euros pour l'écocide de l'Escaut en 2020, en sus des neuf millions de dommages et intérêts. Que ce soit au moment de la catastrophe, lors de l'audience en 2022, ou du délibéré en 2023, on n'a vu ni le député local ni le maire exiger des comptes du deuxième groupe sucrier mondial devant une foule vengeresse. Non plus qu'on n'a entendu le « député reporter » François Ruffin, dans sa cuisine ou aux portes de l'usine, dénoncer les méfaits du sucre sur la santé et de Tereos sur la vie. On n'a pas vu le ministre de l'industrie Renaud Lescure taper du poing en sous-préfecture, ni Xavier Bertrand, président du Conseil régional, défiler dans les rues. Le président des Hauts-de-France préférant manifester à Paris le 7 février (2023), juché sur les tracteurs des betteraviers pour défendre l'épandage de néonicotinoïdes : « Il n'est pas question de faire les mêmes conneries sur l'agriculture que sur le nucléaire ! »

À l'inverse, aucun élu n'a manqué pour défendre l'usine à l'annonce de la fermeture de la sucrerie d'Escaudoeuvres le 7 mars suivant. A entendre nos représentants du peuple, non seulement celle-ci ferait la prospérité des gens du Nord, mais elle participerait également d'un patrimoine digne d'être défendu – demandez à la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles), appelée à la rescousse de l'usine pendant les procès pour relancer le mythe de la betterave sucrière, impériale et napoléonienne. Seul *Renart* s'échine à briser le silence d'une région, de ses habitants et ses élus, sur leurs méfaits.

Pollution historique, amende record. Le 9 avril 2020, un bassin de décantation de la sucrerie d'Escaudoeuvres déverse 100 000 m³ d'eau contaminée dans l'Escaut. Le préfet n'ayant pas prévenu les autorités belges, la pollution a tout loisir de passer les écluses, descendre la rivière, et supprimer toute trace de vie sur plus de 70km, poissons, batraciens, libellules. Les services belges ramassent 70 tonnes de poissons morts sur leur tronçon de 36 km, et les français 13 tonnes. La région wallonne s'associe alors à des associations françaises pour attenter un procès à Tereos.

Trois ans plus tard, le 12 janvier 2023, le juge inflige neuf millions d'euros de dommages et intérêts pour restauration de la rivière, et une amende de 500 000 euros – laissant l'État français, lui aussi muet depuis le début, sauf de toute responsabilité pour sa négligence. L'avocat des betteraviers se réjouit que le montant soit « très inférieur aux demandes qui ont été faites¹. » C'est tout de même plus que la dernière grande catastrophe écologique survenue en France,

¹ *France Bleu Nord*, 12 janvier 2023.

le naufrage de l'Erika en 1999, qui avait valu à Total une amende de 375 000 euros, soit 424 000 euros d'aujourd'hui.

Les 123 salariés et les habitants d'Escaudœuvres s'apprêtaient à célébrer les 150 ans de leur sucrerie quand Tereos annonce sa fermeture le 7 mars, à peine deux mois après le délibéré. Ces élus qui n'avaient rien dit, et rien à dire, sur la catastrophe de Tereos, se précipitent pour dénoncer sa fermeture². Parmi les trémolos, ceux du député Guy Bricout et du maire Thierry Bouteman :

« Cambrai, terre agro-alimentaire depuis 150 ans : c'est notre passé, c'est notre présent, et nous croyons que c'est notre avenir. Nous demandons l'arrêt de tout processus qui conduirait à la fermeture de notre sucrerie à Escaudœuvres. Il faut être déconnecté, ou perdre confiance, pour prendre une telle décision. Je ne les crois pas déconnectés, je crois qu'ils ont perdu confiance. Pas nous. Pas les sucriers, pas les saisonniers, pas les intérimaires, pas les sous-traitants depuis 150 ans. Pas les élus, pas les habitants. »

En écho, le ministre délégué à l'industrie Renaud Lescure se déplace quelques jours plus tard pour déclarer que « l'industrie, c'est une arme anti-colère, l'industrie c'est une arme d'espoir. » Il annonce trois millions d'euros pour un « rebond industriel dans le Cambrésis ». Puis c'est au sénateur communiste Eric Bocquet de rappeler combien « la sucrerie, c'est l'ADN de la commune » (bonjour le diabète), une « véritable institution dans l'arrondissement de Cambrai », dont l'« histoire » et la « richesse » rendent sa fermeture « particulièrement violente »³.

Chacun sa partition, mais le premier arrivé devant l'usine pour donner le ton, c'est l'« insoumis » amiénois François Ruffin : la betterave à sucre serait selon notre « député reporter », comme il se présente, une « production industrielle qui appartient à notre patrimoine » national, un fruit de « l'intelligence humaine » inventé pendant le blocus continental entre 1806 et 1815, justifiant par là que « l'État intervienne dans l'économie, construise des filières dans la durée, et fasse que les vies, les usines, l'économie ne dépendent pas seulement des cours de bourse. »

Si les cours de bourse ne doivent pas décider de la fermeture d'une usine (dont le groupe Tereos empoche cette année des profits records : 6,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires sur 2022/2023, +29 % en un an), au nom de quoi doit-elle tourner ? Son utilité sociale ? Son histoire centenaire ?

² « De l'Escaut à l'Amazonie : Beghin-Say ou la catastrophe permanente », *Chez Renart*, 10 mai 2020.

³ ericbocquet.fr

Le « député-reporter » attaque son discours-reportage par la glorification de l'épopée scientifique du sucre. Nous, on commencerait plutôt par toutes ces maladies de l'agro-industrie, et du sucre en particulier, qui représentent désormais la première cause de mortalité dans le monde. Savez-vous, lecteur, qu'entre le diabète, l'obésité, les maladies cardiovasculaires et l'hypertension artérielle, la bouffe tue désormais plus que la faim ! Vu la progression actuelle du diabète (+ 4,5 % par an en France par exemple), la revue scientifique *The Lancet* prédit 1,3 milliard de malades du sucre en 2050 dans le monde - presque 10 % de la population mondiale⁴ ! Du sucre, on en trouve partout, dans les sodas bien sûr, mais aussi dans les chips, les pizzas, le pain de mie, le pesto, et toutes les pâtées préparées. Le sucre, c'est la drogue de l'industrie alimentaire. Accordons à Ruffin qu'avec une telle entrée en matière – « Vous êtes la première cause de mortalité dans le monde » –, l'accueil eut été réservé. Mieux vaut seriner combien la betterave, comme toute autre nuisance industrielle, est objet de *fierté* dans une région de *labueur* et pour un peuple *courageux*. Ce que Ruffin rabâche depuis dix ans⁵. Ce qu'il est venu rabâcher sur les lieux mêmes d'une catastrophe historique qui élimina toute trace de vie sur 70 km, des poissons aux batraciens :

« Les salariés me disent combien ils aiment leur travail, combien ils aiment le sucre. Je pense que cet amour du métier, quand on est prof, soignant ou dans l'industrie... faut pas croire que le travail ce soit seulement un salaire. C'est aussi un amour de son métier. Les gens me disent : 'Tereos, c'est notre famille, c'est notre maison, on y est bien, on est prêts à passer quatre noëls d'affilée sans voir nos enfants. Mon gamin il a quatre ans et je n'ai pas passé un seul noël avec lui. On est prêts à faire 190 heures par mois pour faire le boulot'. »

Accordons encore que douze heures de turbin, que l'on soit salarié d'une sucrerie ou esclave d'un champ de canne à sucre, finissent en effet par créer des liens fraternels, mais ne peut-on jamais dans ce Nord funèbre tisser de liens fraternels ailleurs que dans les tranchées, au fond des mines, ou sur une ligne de production ? Sommes-nous à jamais enfermés dans un roman de Zola ou de Van der Meersch ?

Il en a fallu des mensonges, des récits grandioses et des mythes fondateurs, répétés de gauche à droite, par les patrons et parfois par les ouvriers, pour excuser les saloperies dont on se rend coupable ou consentir à son exploitation. Demandez aux combattants de la « Bataille du charbon », quand les mines

⁴ *Le Monde*, 24 juin 2023.

⁵ Cf. *Métro – Boulot – Chimio*, Collectif, Le monde à l'envers, 2012. *Cancer français : la récurrence. A propos d'Ecopla et de l'aluminium*, Pièces et main d'œuvre, 2016. *D'Amiens nord à Blanquefort, délivrons les ouvriers, fermons les usines*, Tomjo, Pièces et main d'œuvre, 2017.

nationalisées, gérées par un accord gaullo-communiste, restauraient le salaire à la tâche, augmentaient les cadences, les taux de silicose et de mortalité, en échange de congés payés⁶. Est-ce là votre « progrès » ?

Aujourd'hui, Ruffin et ses pareils, qui n'ont pas perdu leurs quatre derniers noëls dans la mélasse, entendent utiliser « l'histoire grandiose du sucre de betterave » afin de justifier le sauvetage de l'industrie betteravière. Mais c'est *un mythe* que l'invention du sucre de betterave par Benjamin Delessert, et la création d'une filière sucrière par un Plan d'investissements de Napoléon. Une mystification que *Le Betteravier français* propage à l'envi pour justifier l'œuvre supérieure de la corporation devant ses calomniateurs écologistes⁷, que *Le Monde* répète pour magnifier le Génie technoscientifique⁸, ainsi que *Fakir*, le journal de François Ruffin, pour célébrer le volontarisme étatique⁹.

Reprenons donc depuis le début la véritable histoire du sucre de betterave, bien plus passionnante que la fausse.

Arnaque impériale chez les sucriers lillois

Ou le mythe de la betterave napoléonienne

Suivant la version courante, le prix du sucre sur le continent aurait été multiplié par dix à la suite du blocus continental décrété en 1806 contre l'Angleterre par Napoléon. La canne à sucre, cultivée par des esclaves, arrivait jusqu'alors des Antilles, avant d'être raffinée en métropole. Il aurait fallu trouver d'urgence une solution à la pénurie. Sur les conseils du célèbre chimiste Jean-Antoine Chaptal, Napoléon signe le 25 mars 1811 un décret d'encouragement de la betterave à sucre : il réserve 32 000 hectares de culture à la betterave, dont 4 000 dans le nord de la France et en Wallonie (alors française), et promet un prix d'un million de francs à qui ramènerait le premier pain de sucre.

Vient ensuite la scène légendaire. Le 2 janvier 1812, Chaptal court chez l'empereur. Un industriel versé dans la science, Benjamin Delessert, aurait relevé le *challenge* dans son usine de Passy. L'empereur et le chimiste se seraient hâtés pour admirer les pains de sucre et, dans son enthousiasme, Napoléon aurait décroché sa propre croix de la Légion d'honneur pour en décorer Delessert.

Moralité : dans l'adversité de la guerre et de la pénurie, l'œuvre conjuguée d'un chef d'État volontaire (Napoléon), d'un scientifique compétent (Chaptal) et

⁶ Cf. le film *Morts à 100 % : post-scriptum*, de Tomjo et Modeste Richard, 45 mn, 2017. Ou encore *La foi des charbonniers, les mineurs dans la Bataille du charbon, 1945-1947*, Evelyne Desbois, Yves Jeanneau et Bruno Mattéi, Maison des sciences de l'homme, 1986.

⁷ « Quand Napoléon engageait la bataille du sucre », 31 janvier 2023.

⁸ « La Bataille du sucre », *Le Monde*, 10 septembre 2007.

⁹ *Fakir*, mai-juin 2023.

d'un industriel ingénieux (Delessert), nous aurait offert le premier pain de sucre de betterave – et l'abondance à portée de main.

A peu près tout est faux. En rétablissant certains faits, en observant les autres d'un autre point de vue, on découvre en réalité une sombre affaire de vol industriel et de copinage au plus haut de l'État, suivie d'une lamentable défaite commerciale.

Premier mythe : l'urgence du blocus. Dans un article assez complet sur le sucre de betterave, l'historien Ludovic Laloux est formel :

« Prévaut souvent l'idée que le blocus britannique instauré en 1806 aurait empêché de débarquer du sucre dans les ports français et, en réaction, donné l'idée à Napoléon d'encourager la production de sucre à partir de la betterave. Or, la première intervention de l'Empereur en ce sens date de 1811. En fait, dès 1791, la situation saccharifère s'avère plus complexe en Europe avec un effondrement des approvisionnements en sucre de canne¹⁰. »

Pourquoi cet effondrement ?

Dans les remous de la Révolution française, les esclaves de Saint-Domingue s'insurgent fin août 1791 et obtiennent leur affranchissement. La main d'œuvre se rebiffe. Le prix du sucre explose. Il faut s'imaginer Saint-Domingue comme une île-usine, et même la première du monde. 500 000 esclaves produisent à la veille de l'insurrection 80 000 tonnes de canne à sucre par an (à titre de comparaison, 600 000 esclaves travaillent alors dans les colonies américaines)¹¹. Une « crise du sucre » éclate inmanquablement à Paris en janvier 1792. Les femmes attaquent les commerces, les hommes la police, puis on réclame du pain. Rien d'original. On peut recommencer la scène autant que vous voulez, avec du Nutella ou des paquets de cigarettes.

Mais le blocus ? En 1810, quatre ans après son instauration, dans une lettre à son frère Louis-Napoléon, l'empereur doit admettre l'efficacité de la contrebande : « C'est une erreur de croire que la France souffre de l'état actuel. Les denrées coloniales sont en si grande quantité qu'elle ne peut pas en manquer de longtemps, et le sirop de raisin et le miel suppléent partout au sucre.¹² » Le blocus n'inquiète en rien l'empereur.

Deuxième mythe : l'invention du sucre de betterave. A partir des découvertes du chimiste Andreas Marggraf, son maître, le chimiste prussien Franz Achard, fils de huguenots du Dauphiné et membre de l'Académie royale des sciences,

¹⁰ « La bataille du sucre ou la défaite méconnue de Napoléon I^{er} », Ludovic Laloux, *Artefact*, 2018.

¹¹ « Histoire : les Antilles françaises, le sucre et la traite des esclaves », *Futura sciences*, 10 janv. 2019.

¹² Cité par Ludovic Laloux, *art. cit.*

plante ses premières betteraves à sucre en 1796. Le roi Frédéric-Guillaume III lui accorde un terrain et des subsides pour une première raffinerie en 1801. L'Allemagne est la plus avancée dans le sucre local. Son procédé inquiète le gouvernement anglais, producteur et importateur de sucre de canne, qui se lance dans une manœuvre de déstabilisation industrielle. Il tente de soudoyer Achard, contre 50 000 écus d'abord puis 200 000 ensuite, afin que ce dernier publie un article scientifique dénigrant ses propres recherches. L'honnête Achard refuse et il revient au chimiste anglais Humphry Davy d'expliquer combien la betterave sera à jamais impropre à la consommation.

La « désinformation » paraît fonctionner. En France, l'Académie des sciences sabote ses propres recherches sur la betterave, et Parmentier, le célèbre pharmacien picard qui fit le succès de la pomme de terre, milite encore en 1805 en faveur d'un sucre extrait du raisin.

Les précurseurs français du sucre de betterave ne sont pas à l'Académie, ni dans les salons impériaux, mais à Lille, à Douai et en Alsace. Leurs Sociétés d'agriculture connaissent depuis longtemps la betterave fourragère et suivent de près les progrès du raffinage de la betterave réalisés en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. Le scientifique François Thierry expose ses recherches dans *La Feuille de Lille* en avril 1810, et récolte ses premiers pains de sucre à l'automne. Expérience concluante au point que le préfet du Nord envoie des échantillons au ministre de l'Intérieur Montalivet le 7 novembre, et cette lettre à M. Thierry : « Votre sucre a la couleur, le grain, le brillant, j'ose dire même la saveur de celui des colonies¹³. » Le ministre Montalivet envoie à son tour remerciements et gratification au Lillois.

Quelques jours plus tard, le 19 novembre, un pharmacien peu scrupuleux présente devant l'Académie des sciences de Paris deux pains de sucre sortis mystérieusement du laboratoire du chimiste Jean-Pierre Barruel, chercheur à l'École de médecine de Paris. L'affaire est bidon et Barruel confondu en « charlatanisme » par ses pairs¹⁴. Elle prouve cependant que les milieux scientifiques parisiens s'intéressent à la betterave sucrière.

Au même moment, les commerçants lillois Crespel, Dellisse et Parsy améliorent les procédés d'Achard, d'abord en séparant le sucre de la mélasse grâce à une presse à vis, puis en utilisant le charbon animal (de l'os calciné) pour blanchir le sucre¹⁵. Ils remettent leur premier pain de sucre en décembre 1810 au maire de Lille, M. Brigode, puis installent leur sucrerie rue de l'Arc, dans le Vieux-Lille. En février 1811, un pharmacien lillois du nom de Drapiez parvient également à tirer deux pains de sucre de qualité.

Le 10 janvier, le ministre Montalivet vante auprès de l'empereur les progrès du sucre de betterave... dans les pays germaniques, sans mentionner les Lillois.

¹³ *Idem.*

¹⁴ Lettre d'Andriel et Wolft au ministre de l'Intérieur, 18 juillet 1813, citée par Laloux, *art. cit.*

¹⁵ *L'Industrie sucrière indigène et son véritable fondateur*, Pierre Aymar-Bression, 1864.

Quand deux mois plus tard, Napoléon (aidé de Chaptal) publie son fameux décret à un million de francs, il sait qu'à Lille on fabrique des pains de sucre de qualité commercialisable.

Troisième mythe : l'empereur visionnaire. Pour saisir l'entourloupe, il faut s'attarder sur la culture de la betterave. La betterave se plante fin mars. Un campagne de production suivant un décret signé le 25 du même mois n'a donc aucune chance de réussir. Il aurait fallu de surcroît disposer d'un stock de graines que la France ne possède pas : la betterave est bisannuelle, elle fleurit une année, et ne donne des graines que l'année suivante.

Aussi, connaissant la nature assez peu aventureuse des paysans, il est compréhensible que ceux-ci s'abstiennent de cultiver en grande quantité, et du jour au lendemain, une espèce inconnue. Enfin, le peu de betteraves récoltées à l'automne 1811 s'entasse devant des raffineries inexistantes ou des raffineurs encore incompetents.

Bref, la *planification* de la betterave à sucre ressemble davantage à un caprice d'empereur qu'à une décision mûrement établie par un technocrate visionnaire. Dans son rapport du 30 décembre 1811, Montalivet doit masquer le fiasco. C'est alors que Napoléon se tourne vers Chaptal pour sa politique sucrière.

Quatrième mythe : l'épisode de l'intrépide Benjamin Delessert. Jean-Antoine Chaptal est en 1811 un chimiste réputé, professeur à l'école Polytechnique, membre de l'Académie française, mais aussi l'ancien ministre de l'Intérieur de Napoléon de 1801 à 1804 – auteur de cette loi qui instaura le département, l'arrondissement, le canton, et la commune. Chaptal est enfin un industriel d'acide sulfurique, et le propriétaire depuis 1806 de terres et d'une raffinerie de betterave à sucre dans l'Indre-et-Loire. C'est en bref, au sens le plus actuel du mot un *technocrate* polyvalent. Tout à la fois scientifique, politique et entrepreneur, jouant successivement et simultanément de ces diverses compétences.

Un autre historien résume la politique betteravière française : « Non seulement il [Chaptal] est à l'origine de tous les décrets qui lui ont donné naissance mais encore il l'a pratiquée lui-même à Chanteloup, sur ses propres terres, dès 1806¹⁶. » Un banal conflit d'intérêts.

Chaptal a pour ami proche Benjamin Delessert, riche banquier issu d'une riche famille suisse et calviniste de banquiers, propriétaire d'une usine textile à Passy. Sa mère était amie avec Benjamin Franklin, et lui-même rencontra Adam Smith et James Watt pendant son voyage d'études en Écosse. Delessert fut maire du 3^{ème} arrondissement de Paris en 1800 et avait déjà monté une raffinerie de sucre de canne en 1801 alors que son cousin Armand œuvrait lui-

¹⁶ « Le sucre de betterave et l'essor de son industrie : Des premiers travaux jusqu'à la fin de la guerre de 1914-1918 », Denis Brançon, Claude Viel, *Revue d'histoire de la pharmacie*, n°322, 1999.

même dans le raffinage, à Nantes, avec Louis Say (future Béghin-Say, future Tereos). En 1801, Delessert avait aidé Chaptal, alors ministre de l'Intérieur, à monter sa Société d'encouragement pour l'industrie nationale, puis avait été nommé Régent de la Banque de France en 1802. Voilà le C.V. de nos deux combinards quand l'empereur s'apprête à soutenir la production betteravière de son premier décret.

A la fin de l'année 1811, la raffinerie du Vieux-Lille a déjà produit 500 kilos de sucre, et elle en produira 10 000 l'année suivante. Ainsi...

« Lorsqu'en 1812, Derosne [un chimiste proche de l'Empereur] et Chaptal arrivèrent à Lille avec mission d'y installer une sucrerie, leur surprise fut extrême en apprenant, dès leur arrivée, que le problème était résolu et que la petite fabrique de Crespel et Parsy fonctionnait depuis près de deux années. Ils s'en retournèrent à Paris, mais il ne paraît pas qu'ils aient averti Napoléon de ce qu'ils avaient vu, car les industriels lillois n'entendirent point parler de la récompense promise. Celle-ci fut décernée, la même année, à B. Delessert qui, occupé des mêmes recherches, obtint, mais deux ans plus tard, les mêmes résultats que Crespel et Parsy. [...] Il est bon de constater qu'au moment même où Delessert était supposé découvrir le moyen de tirer du sucre de la betterave en 1812, Crespel et Parsy livraient déjà régulièrement leurs produits, à raison de 10 000 kilogrammes par an, à la consommation », précise un *Dictionnaire encyclopédique et biographique de l'Industrie et des arts industriels* de 1883¹⁷.

Quand Napoléon débarque chez Delessert, celui-ci vient d'extraire 74kg de sucre à partir de cinq tonnes de betteraves, soit la quantité produite un an auparavant par les Lillois. Le duo Chaptal-Delessert semble bien avoir intrigué pour se réserver le million à investir dans le sucre. En 1812, Chaptal double ses terres de betterave, qui passent à cinquante hectares. Il y récolte vingt tonnes par hectare, emploie seize personnes, et prétend utiliser le procédé inventé par Delessert.

Delessert quant à lui ajoute le sucre de betterave à ses multiples affaires. Il fondera en 1818 la Caisse d'Épargne et – comme cette histoire est décidément riche de ricochets ! – notre populaire Livret A.

Cinquième et dernier mythe : le Plan qui créa la filière. Le 15 janvier 1812, Napoléon signe un second décret qui cette fois réserve 100 000 hectares de terres à la betterave, offre 500 licences de raffinage, et crée quatre raffineries impériales. La France doit trouver 500 tonnes de graines qu'elle n'a pas, et les

¹⁷ *Dictionnaire encyclopédique et biographique de l'Industrie et des arts industriels*, Vol. 3, art. « Louis Crespel », Eugène-Oscar Lami, 1883. On peut lire aussi *L'Industrie sucrière indigène et son véritable fondateur*, op. cit.

paysans sont d'autant plus réticents que la campagne précédente fut désastreuse. Seuls 13 000 hectares sont plantés. La récolte atteint péniblement 1,5t de sucre, 27 % de plus que l'année précédente.

L'impérial fiasco de Napoléon cesse là. La guerre l'appelle, il perd et abdique au printemps 1814. Les rois Bourbons installent leur Restauration. Fin du blocus. La politique betteravière française est enterrée. Les faillites se multiplient. Seul le Nord continue de planter de la betterave sucrière, et le Lillois Crespel, parti à Douai, demeure longtemps l'unique fabricant de sucre de betterave de France. Il résiste tant et si bien au « lobby » du sucre colonial qu'un boulevard porte aujourd'hui son nom à Arras, où trône sa statue. Le mythe napoléonien est quant à lui bien plus répandu. On doit au patronat lillois, en 1854, un bronze de Napoléon premier du nom, aux pieds duquel sont gravés les décrets relatifs à la betterave, ainsi qu'une grosse betterave. La statue est restée jusqu'en 1976 au milieu de la Vieille Bourse, sur la Grand'Place de Lille, avant d'être remise dans la rotonde Napoléon du Palais des Beaux-Arts.

Si l'invention du sucre de betterave par Napoléon est devenue un mythe au XIX^e siècle, il s'agit d'abord d'un mythe patronal.

On peine à le saisir, mais la « question des sucres » est pendant la première moitié du XIX^e siècle un sujet politique des plus épineux. Le roi Louis-Philippe taxe le « sucre indigène » en 1838 et va jusqu'à menacer d'interdiction le commerce de betterave. La bataille est commerciale autant qu'idéologique. Avec la canne à sucre, les armateurs, les ports et les propriétaires coloniaux défendent les rentes de leur vieille économie agraire/féodale, et donc la monarchie. Avec le « sucre indigène » extrait de la betterave, les industriels défendent une nouvelle économie plus dynamique, plus scientifique, plus moderne, et donc un système politique bourgeois. Contre les monarchistes, les rentiers, les esclavagistes, et les Anglais : la betterave !

Louis-Napoléon publie en 1842, depuis sa geôle picarde du fort du Ham, une *Analyse de la question des sucres*¹⁸. Faut-il favoriser le travail des esclaves ou celui des ouvriers français libres ? « Il est impossible d'arrêter la marche de la civilisation, répond le futur empereur, et de dire aux hommes de couleur qui vivent sous la domination française : "Vous ne serez jamais libres." » Vive la betterave.

Alors que la production française ne passe que de 4 000 tonnes de sucre en 1814 à 10 000 en 1830, la production décolle avec l'arrivée de Louis-Napoléon sur le trône. De 26 000 tonnes en 1841, elle passe à 92 000 tonnes en 1850, monte à 381 000 à la fin de l'empire en 1870, pour atteindre le million en 1900, avant que la guerre 14-18 ne détruise 75 % des sucreries, concentrées dans le nord de la France¹⁹.

¹⁸ Il publie en 1842, six avant son élection, *Analyse de la question des sucres*.

¹⁹ « Le sucre de betterave et l'essor de son industrie... », *art. cit.*

Si l'actuelle union sacrée de la betterave devait déposer une gerbe aux pieds d'un empereur, c'est à ceux de Louis-Napoléon III qu'il faudrait la déposer, tant la production betteravière explose sous le second empire.

Les promesses de paradis terrestre

à Escaudœuvres et dans le monde

En septembre 2022, deux ans après la catastrophe, et à quelques semaines du procès, la Direction régionale des affaires culturelles (la DRAC) envoie ses artistes en résidence dans le Cambrésis pendant six mois pour « une série d'actions permettant aux habitants une meilleure appréhension et compréhension de la sucrerie d'Escaudœuvres et de son "écosystème" dans le cadre des 150 ans ».

Que peut-on attendre d'un « laboratoire original d'action culturelle patrimoniale » en lien « avec la sucrerie et les tissus agricole et économique », sinon une couche de caramel sur un tas d'ordures²⁰ ?

Des questions se posent, trop simples sans doute pour les esprits *raffinés*. En un siècle et demi, la sucrerie a-t-elle fait d'Escaudœuvres un pays de Cocagne pour habitants comblés ? Vivait-on mieux dans la région, ou moins bien, avant la monoculture de la betterave ? Quel bilan tirer de l'industrie alimentaire pour le canton, pour la région et pour le monde ?

Imaginons que vous rejoigniez Cambrai en voiture depuis Amiens : que vous preniez l'autoroute à Péronne ou la nationale par Albert, vous traversez la même désolante plaine agro-industrielle, une terre lourde désertifiée aux herbicides en hiver, rythmée non par des haies mais par des éoliennes. Certains villages de ce coin perdu de la Somme semblent ne devoir leur survie qu'à quelques propriétaires d'exploitations, dont on compte le nombre d'hectares en centaines. A peine les villages autour de Pozières accueillent des touristes anglais, canadiens et australiens, dans leur Musée de la guerre 14 et leurs innombrables cimetières militaires. On conseille la visite pendant les neuf mois d'hiver. Notre tableau n'est certes pas bucolique, mais les offices du tourisme ne participent pas non plus aux concours du plus beau village de France.

Arrivés sur place, Escaudœuvres n'est séparée de Cambrai que par la zone commerciale, aujourd'hui le premier employeur de la ville, avec ses restaurants de « bouffe rapide » et sucrée bourrés les mercredis et week-ends. Escaudœuvres est une zone-village sans attrait, s'étirant le long de la départementale 630, qui elle-même longe l'Escaut, qui lui-même s'en va mourir en Mer du nord sous le toponyme flamand de Schelde. La sucrerie fut longtemps le cœur battant du village, qui vit au rythme des récoltes depuis 150 automnes. Mais à côté de la sucrerie et de la zone commerciale, Escaudœuvres

²⁰ Appel à candidature « Une sucrerie, un territoire », culture.gouv.fr, 29 juillet 2022.

est également connue pour sa fonderie Penarroya-Metalleurop qui rejetait avant sa fermeture en 1998 une tonne de plomb dans l'air tous les ans. Une digue, encore une digue, avait cédé en 1976, décimant les troupeaux alentours et interdisant la consommation des légumes²¹. Pour tout souvenir indélébile de l'épopée métallurgique, les riverains sont depuis le début du mois de juillet 2023 invités à un dépistage de plombémie dans le sang²². La fonderie est devenue une usine de « recyclage » de batteries de voitures électriques. Si la filière est d'avenir, elle en aura toujours moins que le saturnisme, la maladie du plomb.

La Sucrierie centrale de Cambrai fut fondée en 1872 par l'inventeur de la râpe à betterave, l'ingénieur des Arts et Métiers Jules Linard²³. Son invention lui offre un avantage compétitif sérieux. La sucrierie d'Escaudoeuvres est réputée la plus grande du monde avant sa destruction en 1914. Reconstituée et modernisée grâce aux indemnités des dommages de guerre, elle est rachetée par Ferdinand Béghin en 1972, alors patron du sucre et de la presse de droite. Un C.V. s'impose :

La famille Béghin raffine du sucre depuis que Ferdinand 1^{er} (1840-1895) s'est vu léguer la raffinerie de Thumeries en 1868, dans le Pas-de-Calais. Ses fils Henri (1873-1945) et Joseph (1871-1938) font prospérer l'entreprise : ils rachètent plusieurs sucreries dans la région, et construisent à Corbehem en 1926 leur propre papeterie-cartonnerie, pour assurer eux-mêmes l'emballage.

Ce faisant, pourquoi ne pas fabriquer aussi des journaux ?, leur suggère le patron roubaisien du textile et des médias Jean Prouvost (1885-1978). Banco : voilà un marché porteur. Le groupe Béghin prend la moitié de *Paris-Soir*, de *Marie Claire* et de *Match* vers 1936-1938, si bien qu'il doit acheter 34 000 hectares de forêt en Finlande pour couvrir ses besoins de papier.

Pendant ce temps, le village de Thumeries est devenu une « ville-usine », une coopérative géante dominée par la main paternelle des Béghin. Entre leurs cinq châteaux, ils construisent les logements de leurs ouvriers, mais aussi leur stade de foot, leur gymnase leur piscine, leur club de basket, et rénovent encore leur église après les bombardements de 1940. Les Béghin emploient, logent, distraient leur main d'œuvre, qui les gratifie du poste de maire à plusieurs reprises. L'enfermement industriel si répandu dans les corons.

La papeterie-cartonnerie de Corbehem, où l'on fabrique le papier magazine satiné, surclasse la concurrence, et Ferdinand le jeune (1902-1994) investit à son tour dans l'édition. Il prend en 1950 le contrôle de *Paris-Match*, *Le Figaro* et *Télé 7-jours*, en même temps qu'il devient *leader* du marché des mouchoirs,

²¹ « Pollution par le plomb près de Cambrai », *Le Monde*, 25 mars 1977.

²² *La Voix du nord*, 12 juillet 2023.

²³ Jules Linard (1832-1882), multi-proprétaire de sucreries, est l'inventeur de la râpe à betterave, toujours utilisée aujourd'hui, pour laquelle il fut récompensé lors de l'Exposition universelle de 1878.

papiers toilette, et serviettes hygiéniques (Lotus, Vania, Okay). Sucre et papier, de la bouche au c... cabinet.

Bref, Ferdinand Béghin s'associe à la famille Say en 1972 pour créer le groupe Béghin-Say. Mais les investissements hasardeux s'enchaînent, le groupe familial se délite, et finit racheté par son banquier historique Jean-Marc Vernes – intime de Serge Dassault et de Robert Hersant, argentier de la presse de droite et du RPR, trafiquant en tous genres, et notamment d'influence.

Les grandes manœuvres capitalistes se poursuivent. Béghin-Say passe sous la coupe du chimiste italien Ferruzzi en 1986, puis de l'autre groupe chimique italien, Montedison, en 1992. L'entreprise s'installe au Brésil en 2000 alors que les betteraviers réorganisent, en 2003, leur activité sucrière sous la forme coopérative et sous le nom de Tereos. Investie dans la canne à sucre, la coopérative peut prendre part à la déforestation de l'Amazonie, à la culture de canne transgénique²⁴, à la perpétuation de l'esclavage²⁵. Tereos est aujourd'hui le deuxième producteur mondial de sucre, présent sur les cinq continents, en République tchèque, à La Réunion, en Indonésie, au Kenya, en Inde, pour produire du sucre et des dérivés comme le glucose, l'amidon, l'éthanol, etc.

Dans les Hauts-de-France, près de la moitié des agriculteurs produisent de la betterave à sucre, qui rapporte à elle seule 350 millions d'euros à la région tous les ans. Cette manne sucrière alimente ensuite la filière régionale des chocolateries, sucreries et sodas, fournissant par exemple Coca-Cola à Dunkerque à raison de 42 morceaux de sucre par bouteille de deux litres, mais aussi les usines Cémoi (Dunkerque et Villeneuve d'Ascq), Häagen-Dazs (Arras), Nestlé (Nesquik, Chocapic, Lion, Kitkat, près de Saint-Quentin), et encore Ferrero (Nutella, Kinder, à Arlon en Belgique) – une filière aussi prospère que des salmonelles dans des œufs Kinder. Coïncidence ou non : l'obésité touche presque un quart de la population des Hauts-de-France (22 %), soit cinq points de plus que la moyenne nationale. Le haut du podium.

Revenons à Escaudœuvres et longeons le canal un instant. D'un côté les poules d'eau font connaissance, de l'autre les bassins de rétention de l'usine s'étendent sur deux kilomètres derrière les talus. Ce sont les bassins de rétention éventrés en mai 2020. Et si ça pue autant la pourriture pourrie, « c'est à cause des bassins, nous confirme un promeneur. Et encore, c'est pire pendant les 120 jours de la campagne ! »

Lui prétend s'être habitué – mais on s'habitue à tout. Notre promeneur est « né à Escaudœuvres en face de la sucrerie ». Étudiant en chimie, il attendait une réponse de Tereos pour un stage, réponse qui ne viendra plus. Il désigne les cuves rutilantes « qui n'ont peut-être jamais servi », et la nouvelle chaudière à

²⁴ « De l'Escaut à l'Amazonie... », *art. cit.*

²⁵ « Des plantations brésiliennes accusées de travail forcé fournissent l'Europe en sucre », *Le Monde*, 31 déc. 2022.

gaz en remplacement de celle à charbon : 24 millions d'investissements en 2021 « pour que ça ferme », conclut-il dépité. Mais il a son explication :

« Tout ça, c'est à cause des écolos, pour faire bonne figure. Ça a été décidé là-haut. On est le seul pays à interdire les néonicotinoïdes. D'un côté ça va faire tomber la production, et la sucrerie ne sera plus rentable ; de l'autre la France va acheter du sucre aux pays qui peuvent encore utiliser des pesticides, et on sera encore moins rentables. »

Ce sont les mots de l'industriel, du syndicat de la betterave, et des gens du coin – qu'il s'agit de vérifier : la Cour de justice européenne n'accorde ni à la Belgique ni à l'Allemagne ni à la Pologne de dérogation sur les néonicotinoïdes. En revanche l'importation de sucre aux néonicotinoïdes hors de l'UE semble en effet autorisée, et des discussions seraient en cours au Parlement pour aligner les réglementations.

Quoi qu'il en soit : que l'on considère l'interdiction des néonicotinoïdes, ces « tueurs d'abeilles », comme une victoire ou une défaite, cette histoire aux mille rebondissements tend à masquer tout le reste des produits « phytos » qui entrent dans la production de sucre, d'alcool, de carburant (bioéthanol), et de gel hydroalcoolique produits à partir de la betterave. Or, les trois départements qui en France consomment le plus de produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques - ces substances dites « CMR » parmi les plus meurtrières du catalogue -, sont la Somme, le Pas-de-Calais et le Nord. En cause : la pomme de terre, la plus consommatrice, et la betterave, juste derrière.

Quant aux herbicides, le Ministère nous informe que « L'Oise tout comme l'Aisne, la Marne et la Somme sont les quatre premiers départements en terme de superficie de culture de betteraves. Or, [...] la culture de betteraves reçoit un nombre moyen de traitements en herbicides très élevé par rapport à d'autres cultures (13,7 contre 2,9 sur le blé tendre par exemple)²⁶. »

Le plus épandu est le fameux glyphosate, que les coopérateurs de la betterave défendent avec acharnement. Tout comme ils défendaient dernièrement le s-métolachlore, un herbicide si persistant dans les nappes phréatiques qu'il devrait interdire de consommation l'eau des deux tiers des robinets de la région, logiquement la plus touchée²⁷. À peine son interdiction évoquée par l'Agence sanitaire nationale (ANSES) que la Confédération générale de la Betterave, le syndicat de la corporation, s'insurgeait contre la « longue liste des moyens de productions retirés progressivement aux agriculteurs, obérant ainsi leur capacité à exercer leur rôle premier : nourrir les populations²⁸. » Le ministre de

²⁶ « État des lieux des ventes et des achats de produits phytopharmaceutiques en France en 2020 », mars 2022.

²⁷ « Eau du robinet : les Hauts-de-France est la région où les concentrations de pesticides sont les plus élevées », *France bleu Nord*, 11 avril 2023.

²⁸ cgb-france.fr, 16 février 2023.

l'agriculture Marc Fresnau leur a déjà garanti plusieurs années de S-metolachlore.

Cette interdiction des néonicotinoïdes révèle le borbier où pataugent les scientifiques, les journalistes scientifiques, comme les associations environnementales : l'interdiction des néonicotinoïdes, votée à l'Assemblée nationale le 15 mars 2016, n'est effective que depuis janvier 2023... sous pression de Bruxelles ; et après les dérogations successives du ministre actuel de l'agriculture et de la précédente ministre de l'environnement Barbara Pompili (une autre Amiénoise). Cette interdiction fut arrachée après plus de dix années de voltes-faces politiques, de pseudo-controverses scientifiques, de coups de pression des syndicats agricoles, et de menaces sur l'emploi.

Si pour chaque molécule, le spectacle médiatique et parlementaire doit mettre en scène ses expertises et contre-expertises, discuter les protocoles et les résultats, la sixième grande extinction nous aura fauché que l'expertocratie bruxelloise n'aura pas encore tranché le cas du glyphosate. D'ailleurs cette digue de papier qu'on appelle « Droit de l'environnement », comme d'autres digues, n'empêche pas Tereos, au Brésil par exemple, de poursuivre ses épandages aériens d'Actara 750 SG, un insecticide interdit depuis 2019²⁹. Le sucre industriel est essentiellement catastrophique, de sa culture à sa transformation jusqu'à sa consommation.

Poser les questions de nos besoins en sucre, de l'automobile à betterave, de l'utilité de Tereos pour les Hauts-de-France et de la filière agro-alimentaire pour l'Humanité, et plus généralement encore du modèle industriel qui domine la région et le monde depuis deux cents ans, nous feraient sans doute gagner du temps. Mais ce qui *nous* ferait gagner du temps, *leur* ferait perdre de l'argent. Encore une fois, *leurs profits* et *nos emplois* valent plus que nos vies.

L'industrie – mines, filatures, chemins de fer, hauts fourneaux, sucreries –, s'est développée tout au long du XIX^e dans un acte de foi promettant l'avènement du paradis terrestre. Acte de foi répété aussi bien par les économistes libéraux que communistes, par les partisans du roi que par ceux de l'empire ou de la république. Deux-cents ans plus tard, avec des taux de chômage, de pollution, et de maladies associées parmi les plus hauts du pays, le paradis terrestre s'avère être un enfer – et nous devons encore gérer des déchets mortellement radioactifs, ceux de Gravelines par exemple, pendant des milliers d'années.

Voilà ce que nul élu local – et surtout pas François Ruffin –, parfaitement informé des nuisances de la société industrielle, ne peut ignorer. Voilà pourtant ce que le candidat à la prochaine élection présidentielle, « biolchevique » revendiqué et partisan de l'alliance « rouge/verte », entre « sociaux-

²⁹ « Au Brésil, les géants du sucre responsables d'une pluie toxique », *Mediapart*, 25 avril 2023.

démocrates» et écologistes, ouvriers et petits-bourgeois, a pris soin de dissimuler à ses lecteurs et électeurs depuis vingt-cinq ans. A tort d'ailleurs, toutes ces choses vont sans dire chez les gens du Nord comme chez ceux du Sud. Tout ce qui leur importe c'est la pâtée, bien sucrée, et des écrans pour se distraire en digérant. Le pouvoir et l'élu qui peuvent tenir cette double-promesse n'auront jamais de problème avec sa population et ses électeurs.